

Communiqué :

Le collectif des associations citoyennes salue les premières déclarations du Président de la République mais reste mobilisé

L'élection de François Hollande à la Présidence de la République constitue un espoir et un immense soulagement. Les associations citoyennes espèrent que cela signifie la fin d'une période d'abaissement des associations, avec l'application maximaliste des règlements européens, la rupture des financements publics, la RGPP et, la réforme des collectivités, avec pour effet de les instrumentaliser comme des prestataires ou de les considérer comme des entreprises commerciales. Les dégâts sont importants. **Qui peut penser que les résultats électoraux des territoires industriels et des zones rurales sont sans lien avec le recul des politiques associatives dans ces territoires ?**

Les premières déclarations du nouveau Président redonnent de la force aux valeurs républicaines de liberté, d'égalité, de fraternité, de dignité humaine, de laïcité. Elles font de ces valeurs des leviers pour restaurer la confiance et la justice et pour aller vers la dignité et la responsabilité de tous. Des engagements solennels sont pris pour que chacun soit traité à égalité de droits et devoirs, qu'aucun enfant de la République ne soit laissé de côté, abandonné, relégué, discriminé. La jeunesse est mise en avant « afin de pouvoir donner à nos enfants une vie meilleure que la nôtre », que chacun puisse accomplir sa vie et son destin personnel. L'objectif annoncé est également d'associer chaque citoyen à l'action commune pour relever les défis qui nous attendent, de mettre en avant la priorité éducative, la transition écologique, l'égalité entre les territoires, la préservation du modèle social. **Cette élection redonne aux associations citoyennes un espoir et une soif d'agir au service de l'intérêt général et du bien commun.**

Mais nous affirmons avec force que les objectifs énoncés par le Président de la République ne pourront pas être réalisés sans une mobilisation forte des citoyens travers la vie associative. Pour restaurer et renforcer la citoyenneté, l'éducation populaire doit être une des priorités de demain. Pour amorcer la transition écologique, un important travail d'accompagnement de la transformation des modes de vie et de consommation est nécessaire, en y associant l'ensemble des forces vives des territoires. Pour restaurer le lien social et remplacer l'individualisme par la coopération, il est également nécessaire de s'appuyer sur les associations citoyennes, tant dans les quartiers qu'en milieu rural. **Plus la crise économique, financière, écologique, sociale s'aggrave, plus les associations sont indispensables pour inventer des solutions,** répondre aux besoins avec la participation de tous, et construire un monde à finalité humaine.

Lors de son intervention face aux associations le 10 mars dernier, **François Hollande avait insisté sur la spécificité des associations et leur rôle dans l'intérêt général.** Pour cela, il est estimé nécessaire de redéfinir les services sociaux d'intérêt général et de revoir la circulaire Fillon. Il estimait nécessaire d'accompagner des associations qui ne peuvent pas vivre d'appels à projets et qui doivent avoir une sécurité dans leur financement, et de donner une protection à celles qui doivent avoir accès aux marchés publics en reconnaissant leur spécificité. En revanche, il entendait lutter contre les dérives qui se produisent dans des associations qui adoptent un fonctionnement et des objectifs identiques à ceux d'une entreprise, sans répondre à l'intérêt général. Ces orientations correspondent largement aux propositions faites depuis 2 ans par le CAC.

Pour toutes ces raisons, le collectif salue l'élection et les premières déclarations de François Hollande. Mais ces déclarations doivent se concrétiser par des décisions effectives et la mise en place dès 2012 d'une autre politique associative¹. En effet, tout indique que le gouvernement sera soumis à des impératifs contradictoires qui risquent de faire passer au second plan certaines décisions pourtant nécessaires.

C'est pourquoi le CAC appelle les associations à se mobiliser dès maintenant, pour celles qui le peuvent, et à l'automne dans une grande campagne nationale, afin d'être présentes dans le débat public qui ne manquera pas de s'instaurer dès les prochaines semaines.

¹ Les plus âgés d'entre nous gardent de cuisants souvenirs de l'été 1981, quand un certain nombre d'engagements ont été jetés aux orties pour des raisons d'opportunité. Sous réserve d'inventaire, nous faisons crédit au nouveau président de sa volonté d'agir selon ses engagements.